

Nicolas Dessaux

Résister à la guerre

Le mouvement mondial contre l'occupation en Irak
(2005-2006)



La Bataille socialiste

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

Solidarité Irak

<http://www.solidariteirak.org/>

Table des matières

Robert Smith, un vétéran pour la paix.....	3
Carl Webb, un soldat US qui refuse d'aller en Irak.....	4
Préface à la brochure de présentation de Solidarité Irak publiée au Japon	5
Au Japon, une conférence mondiale en soutien au Congrès des libertés en Irak.....	6
Résolution finale.....	9
Comment faire pour qu'à l'occupation ne succède pas une autre forme de terreur ?	11
Comment combattre l'occupation en Irak ?.....	14
Nicolas Dessaux : "créer les conditions pour que les déserteurs puissent vivre en sécurité partout dans le monde"	18
Entretien avec Bill Weinberg.....	21
USA : Déclaration de principe de l'organisation nationale pour les luttes libératrices en Irak (NO-IFS)	23



Robert Smith, un vétéran pour la paix

Bonjour Robert. Peux-tu te présenter ?

RS : J'ai 56 ans et j'enseigne l'anglais à l'Institut de protection des langues à San Antonio, au Texas. J'ai passé 22 ans au service de l'armée et je me suis finalement rendu compte que les présidents n'utilisaient pas l'armée pour soutenir le pays, mais pour soutenir ceux qui ont investi de l'argent dans leurs campagnes, en somme ceux qui les ont mis au pouvoir. Et cela n'a jamais été aussi vrai que sous George Bush.

Comment et pourquoi a été créé *Military families speak out* (Les familles des militaires prennent la parole) ? Quelles sont leurs campagnes actuelles ?

RS : La MFSO a été créée par les familles des soldats en Irak qui étaient contre la guerre et qui voulaient que leurs enfants, frères, sœurs, maris et femmes reviennent à la maison. Ils sont persuadés que la guerre est basée sur de faux prétextes. Quand je les ai rejoints mon neveu était en Irak comme mécanicien pour les blindés. Il est rentré depuis et est retourné à la vie civile. Malheureusement, la situation économique est dure aux États-Unis, il va devoir y retourner afin de pouvoir prendre soin de sa famille.

La campagne actuelle de MFSO « ramenez les maintenant » a un but très simple : ramener les soldats américains... maintenant. La guerre a été déclarée sous de faux prétextes et il n'y a rien à gagner à continuer cette violente occupation, ni pour les États-Unis ni pour l'Irak.

Que sont les Veterans for peace (Vétérans pour la paix) et leur action ?

RS : Les vétérans pour la paix sont pareils aux vétérans du Vietnam pour la paix et aux vétérans irakiens pour la paix. La plus grande différence est que les VFP ne demandent pas qu'un vétéran ait servi dans une guerre donnée. Les membres ont juste besoin d'avoir servi dans l'armée. Je suis un vétéran de la première guerre de Golfe en 1991.

Pourquoi approuvez vous la conférence du 27 au 30 janvier 2006 à Tokyo en soutien au Congrès Irakien pour la Liberté et à la résistance civile irakienne ?

RS : L'Irak doit décider de son propre futur. Les Etats-Unis ont montré qu'ils n'accordaient que peu d'importance aux droits et aux vies des civils irakiens. Notre gouvernement veut mettre en place un gouvernement proaméricain qui autorisera une présence militaire américaine de long terme. C'est une erreur et c'est irréaliste.

Pensez vous que les soldats américains seront bientôt de retour à la maison ?

RS : Les pressions politiques que subit George Bush devraient aider à réduire la présence militaire américaine en Irak, mais nous ne cesseront pas le combat tant que Bush n'aura pas été remplacé en tant que président.

Interview réalisée par Nicolas Dessaux

Carl Webb, un soldat US qui refuse d'aller en Irak

Bonjour Carl. Pourquoi as-tu rejoins l'armée américaine en 1982 ?

Je sortais tout droit de l'université et je n'avais pas de travail.

Et pourquoi, après des années de service actif, est-ce que tu as refusé d'aller en Irak ?

Je n'avais jamais envisagé de me battre pour l'impérialisme américain. J'ai juste intégré l'armée pour gagner de l'argent.

Quels risques est-ce que tu cours ? Est-ce que tu as déjà pensé à demander l'asile politique dans un autre pays ?

La plupart des déserteurs n'ont pas été punis très sévèrement. La plupart d'entre eux ont passé 2 ans en prison. Je préfère ça à l'idée de vivre un exil permanent. Ma mère a 75 ans, je ne peux pas prendre le risque de ne plus jamais la revoir.

Tu as reçu beaucoup de soutien ?

Je n'ai pas reçu beaucoup d'aide, à cause de mes convictions politiques d'extrême gauche. Ce sont donc des groupes marxistes qui m'ont aidé financièrement lors de mes déplacements pour parler à travers le pays.

Comment t'es tu engagé dans l'activisme politique ?

Pour plusieurs raisons. Je pense que la plus importante est la rencontre avec le Parti socialiste des travailleurs *Socialist workers party, une organisation trotskiste* de ma ville natale. C'était en 1980, et le président Reagan venait de faire passer une nouvelle loi militaire qui demandait aux jeunes hommes de donner leurs noms pour un enregistrement provisoire, au cas où le gouvernement voudrait mettre fin au service volontaire. Il y avait un meeting à l'église locale et j'ai rencontré des membres du parti. Plus tard ils m'ont invité à les rejoindre.

Que penses-tu de la situation actuelle en Irak, de la guerre et de la résistance ?

Politiquement, je ne soutiens pas toute la résistance. Particulièrement les religieux fondamentalistes. Mais je soutiens le droit du peuple irakien à user des armes pour combattre l'impérialisme américain.

Sur ton blog, tu as mis une déclaration du Congrès des libertés en Irak *IFC*. Que penses-tu de l'IFC et de ce genre de mouvements en Irak.

En fait, j'aimerais beaucoup soutenir un mouvement marxiste à l'intérieur même de l'Irak, parce que c'est le seul moyen de vraiment venir à bout du capitalisme.

Interview réalisée par Nicolas Dessaux.

Préface à la brochure de présentation de Solidarité Irak publiée au Japon

Nos amis du Comité japonais de soutien à la résistance civile en Irak ont publié, à l'initiative du comité de Shiga, une brochure de présentation de Solidarité Irak, à partir des traductions de Mademoiselle Atsuko Mimemoto. Ce texte en constitue la préface.

Nous avons été très heureux que nos amis du Comité japonais de solidarité avec le Front civil en Irak traduisent des extraits de nos publications. Ce choix donne une idée assez exacte de notre combat pour la solidarité et l'égalité.

Partager et diffuser nos expériences solidaires au-delà les nations caractérisent la dimension mondialiste, sans frontières, que nous souhaitons donner à notre action. L'offensive contre l'Irak en mars 2003 a suscité une réprobation à l'échelle planétaire. Le mouvement de solidarité avec les forces progressistes en Irak, celles qui luttent, à la fois, contre l'occupation et contre les politiques réactionnaires, pour le bien-être de la population ne saurait exister autrement qu'à l'échelle planétaire.

Je voudrais insister sur l'aspect indissociable des différents combats que nous essayons de mener de front. Dès la création de Solidarité Irak en janvier 2004, nous avons associé la lutte contre l'occupation militaire à la lutte contre l'offensive réactionnaire. Nous ne croyons pas en la mythologie d'un « ennemi principal » américain, qu'il suffirait de vaincre pour délivrer l'humanité de tous les maux. L'exploitation capitaliste et patriarcale ne se résume pas à la domination de telle ou telle puissance impériale.

Nous refusons d'abandonner la lutte pour l'égalité entre femmes et hommes sous quelque prétexte que ce soit. Nous refusons l'idée que les personnes humaines doivent être classées et séparées selon leur religion, leur ethnie ou leur culture réelle ou supposée. Nous refusons de subordonner la lutte de la classe salariée aux intérêts de la classe capitaliste au nom du « patriotisme » et autres concepts vides de sens. Nous refusons un monde dans lequel les marchandises ont plus facilement le droit de circuler que les personnes. Nous croyons en la liberté et en l'égalité. Voilà quelques principes essentiels que nous partageons avec nos camarades du Congrès des libertés en Irak.

Puisse cette brochure, au-delà du témoignage qu'elle apporte sur notre modeste activité en France, contribuer à faire mieux connaître les luttes féministes et sociales en Irak, les luttes des réfugiés irakiens, et leur amener le soutien qu'elles méritent. Merci encore à nos camarades au Japon d'avoir pris l'initiative de la publier.

Nicolas Dessaux
Président de Solidarité Irak

Au Japon, une conférence mondiale en soutien au Congrès des libertés en Irak

Yokohama, par un froid matin de janvier. C'est dans cette ancienne capitale, intégrée aujourd'hui dans l'immense conurbation de Tokyo, que jadis s'opéraient les échanges entre le Japon et les autres contrées. Dans les entrepôts hollandais qui subsistent encore aujourd'hui, circulaient des marchandises, mais aussi des plantes, des instruments, des ouvrages scientifiques qui jouèrent un grand rôle dans le progrès des connaissances humaines. C'est ici aussi, voici quelques cent cinquante ans, que l'irruption de la marine américaine ouvrit brutalement le Japon au reste du monde.

Aujourd'hui, c'est une délégation cosmopolite qui emprunte le métro en direction de Tokyo, où commence la « Conférence internationale pour le retrait immédiat des troupes d'occupation, pour la reconstruction d'un Irak démocratique, en solidarité avec le Congrès des libertés en Irak (IFC) ». Venus de Corée du sud, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Indonésie, d'Irak et des Philippines, les participants font connaissance, ou se retrouvent avec plaisir. C'est à l'invitation du Comité japonais de soutien à la résistance civile en Irak que nous devons de nous trouver ici.

Officiellement, le Japon n'a pas d'armée : c'est inscrit dans l'article 9 de sa constitution. Mais il a des « forces d'autodéfense » qui ressemblent à s'y méprendre à des militaires et qui, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, sont impliquées dans un conflit à l'étranger. Depuis 2003, un corps expéditionnaire japonais est présent en Irak. Encouragé par ce succès, le premier ministre Koizumi souhaite la suppression de cet article 9. Il multiplie les provocations par ses visites controversées au sanctuaire du dieu de la Guerre, violant les principes de la laïcité nipponne. Pour le vigoureux mouvement pacifiste japonais, le conflit en Irak est donc un enjeu d'importance.

Samir Adil, président du Congrès des libertés en Irak (IFC), n'est pas un inconnu dans ce pays, où il est déjà venu à plusieurs reprises pour des tournées de meetings. Coiffé de son indéboulonnable casquette, il a le regard sombre, les yeux cernés de fatigue. Exilé au Canada, il a choisi de rentrer clandestinement en Irak pour préparer la révolution. C'était en 2002, avant l'entrée des troupes coalisées dans Bagdad. Il exprime par des phrases courtes, acérées, son indéfectible humanisme. Est-il arabe ou kurde ? Sunnite ou chiite ? lui demande-t-on. « Je suis un être humain ». Les divisions lui font horreur : « Il y a en Irak vingt-cinq chaînes de télévision qui expliquent chaque jour pourquoi et comment haïr son voisin. Et pas une qui explique pourquoi et comment vivre en paix avec lui ». C'est pour cela qu'il est venu, porteur d'une résolution appelant à créer une chaîne de télévision par satellite, qui parle de paix, d'humanité, de laïcité. Dans la conférence, il annonce une somme : 400 000 dollars. Il sent les regards gênés et septiques. « Quand je dis cela, ne regardez pas dans vos poches. Regardez dans celles du monde. Regardez en dehors de cette salle : nous représentons un mouvement mondial de libération ». Son ton confiant, mais sans concession, emporte l'adhésion de la salle enthousiaste.

Ali Abas arrive de Basra, dans le sud de l'Irak. Impeccablement vêtu d'un costume gris, il exprime par son sourire, par son regard, par sa voix, une immense douceur. Il est heureux d'être au Japon, qu'il découvre pour la première fois, et insiste pour visiter le mémorial d'Hiroshima : il veut y puiser l'inspiration pour un poème. Ali a passé 13 ans en Iran. Comme prisonnier de guerre. A cela s'ajoutent sept ans passés dans les geôles de Saddam Hussein. « Je suis content comme ça : c'était pour mes idées » commente-t-il sobrement. Le lendemain soir, dans un café de Yokohama, il évoquera avec discrétion ses années de guérilla dans les marais du sud de l'Irak, à la suite d'une scission prochinoise du parti communiste d'Irak dont il était alors membre. Aujourd'hui, il vient représenter la section de Basra de la

Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, très active parmi les ouvriers du pétrole.

Chaleureux et plein d'humour, Azad Ahmed vient de Bagdad, où il s'occupe du Centre de protection des droits de l'enfant. Il retrouve avec un plaisir évident ses amis japonais, qui contribuent avec efficacité à soutenir son combat pour les gamins des rues. Dans le hall de la conférence sont exposées ses photos, sensibles et colorées, et les dessins d'enfants irakiens qu'il a fait parvenir. Ils ont déjà circulé dans plusieurs villes japonaises, avec un certain succès. Lorsqu'il évoque son travail, son visage se fait plus grave : « la drogue se répand à grande vitesse, la situation s'aggrave rapidement ». Il raconte les problèmes de nourriture, de santé, la pression exercée par les groupes terroristes qui trouvent aisément dans les orphelins des rues des candidats aux attentats-suicides.

Dirigeante de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, Nada Muaid partage son temps entre Kirkuk et Bagdad, où sont situés les centres d'accueils pour femmes menacés de meurtres d'honneur. Elle fait partie des rares personnes à en connaître la localisation exacte, car la sécurité des résidentes exige le plus grand secret. Pour elle, marcher dans le calme des rues nippones est une expérience étrange. Lorsque passe une ambulance ou un camion de pompier, elle ne peut s'empêcher de jeter un œil inquiet aux alentours, car les sirènes annoncent pour elle une opération militaire. Par deux fois, elle a échappé de peu à un attentat-suicide. Tout aussi étrange pour elle, marcher tête nue sans sentir la pression des regards hostiles : en Irak, elle met un point d'honneur à refuser le voile. Mais au prix de quels risques, puisqu'elle est nommément menacée de mort par les islamistes. En arabe, elle explique ses combats, ses visites aux prisonnières détenues arbitrairement par les forces d'occupation, ses conférences de presse pour dénoncer les mauvais traitements et les abus sexuels qui leurs sont infligées. Le soir même, elle me montre quelques lettres, parfois tachées de larmes, de ces femmes qui ignorent parfois jusqu'au motif de leur arrestation.

La conférence se tient en deux temps, comme il est d'usage. A Tokyo, nous discutons devant les militants des organisations qui participent au soutien à la résistance civile en Irak. Le lendemain, revenus à Yokohama où nous logeons, c'est devant un public plus vaste que se déroule la « grand messe », assortie à la manière nipponne d'intermèdes chantés et dansés. Nous travaillons donc sur le projet de résolution finale. Arrivés de Corée du sud, Oh Seichul et Lee Iljae, du comité préparatoire pour une alliance politique socialiste, et Woo Changsoo, du Comité coréen de la conférence est-asiatique contre la guerre, veulent être rassurés sur la tactique de l'IFC. La sensibilité non-violente de nos hôtes japonais ne correspond visiblement pas à leur expérience des luttes. Samir Adil explique : « En Irak, les armes ne manquent pas. Nos amis japonais, qui sont venus dans ma famille en Irak, ont pu le constater : chaque foyer à plusieurs kalachnikov pour se défendre, puisque le gouvernement ne contrôle rien d'autre que la green zone. Dans les zones où nous sommes implantés, nous aidons la population à s'organiser pour se défendre, pour en interdire l'accès aux forces d'occupation, aux terroristes et aux gangs maffieux. Nous ne sommes pas opposés à la lutte armée, mais à mettre en danger la vie des civils. Simplement, nous privilégions d'autres moyens, nous sommes des partisans de la lutte sociale ».

Comment faire pour que le mouvement contre l'occupation ne se voile pas la face sur l'avenir de l'Irak ? Venus des Etats-Unis, les représentants du mouvement contre l'occupation sont visiblement conscients de l'importance de la question. Revendiquer le retrait des troupes américaines et coalisées ne consiste ni à souhaiter la mort des soldats américains, ni la victoire des islamo-nationalistes, mais à rechercher la meilleure issue possible dans ce conflit. Le journaliste Bill Weimberg (Ligue internationale des résistants à la guerre, USA) en est convaincu, depuis qu'il a mené une série d'interviews de représentants de la résistance civile en Irak. Il observe une distance amusée, mais pleine d'une curiosité sympathique à l'égard des militants qui brisent tous les clichés sur le moyen-orient. Historien du mouvement ouvrier,

Bill Pelz (secrétaire international du Parti socialiste, USA) découvre avec plaisir la vigueur du mouvement syndical en Irak. Joseph Gainza (Unis pour la paix et la justice, USA), fidèle à la tradition pacifiste des Quakers, raconte la venue de représentants de ce mouvement syndical aux USA, à l'invitation de US labor agaisnt war (Travailleurs américains contre la guerre). Tous les trois perçoivent l'importance vitale des pacifistes états-uniens pour le développement d'un mouvement mondial.

Paul Galang, le Bob Dylan philippin, se souvient des luttes contre la guerre du Vietnam, et insiste sur l'importance du combat culturel. Chanteur de folksong, il est aussi l'animateur de Parents et enfants contre la guerre et la violence (Mapalad ka), un projet éducatif dans la banlieue de Manille. Voici quelques mois, cette organisation invité Samir Adil aux Philippines, où l'armée US est présente. Dès le début de la guerre en Afghanistan, les USA ont renforcé leur présence militaire dans ces îles, sous prétexte de mettre fin à la petite guérilla islamiste d'Abu Sayaf. Depuis, leur principal fait d'arme semble être le viol d'une jeune fille par un groupe de soldats.

Pour la conférence plénière, nous sommes rejoints par Yeni Rosa Damayanti, venue d'Indonésie au nom de Solidarité sans frontières (Solidamor). Plusieurs fois emprisonnée par la dictature indonésienne pour ses campagnes féministes et écologistes, Yeni a joué un rôle essentiel dans la lutte pour la paix au Timor-Oriental, l'un des conflits les plus meurtriers de la fin du XXe siècle. Un CV de futur prix Nobel. A la tribune, elle exprime sa surprise : « J'étais au forum social mondial de Hong-Kong, je n'y ai vu aucune militante irakienne. Pourquoi ? ». Comme tous les participants, elle déplore le désintérêt de la gauche mondiale pour le mouvement féministe et social en Irak. « L'Indonésie est le plus grand pays musulman au monde. Mais c'est aussi un pays qui a une longue histoire de luttes sociales. La dictature a éliminé un million et demi de communistes, l'un des plus grands massacres de l'histoire. Mais la nouvelle génération est prête à prendre la relève. Nous avons invité l'IFC pour une tournée de meetings en Indonésie, parce que nous sommes solidaires de son combat contre l'occupation, pour la laïcité, pour les droits des femmes, pour les droits sociaux, mais aussi parce que nous aussi, nous avons besoin d'une organisation comme l'IFC ».

Le mouvement est en marche.

Nicolas Dessaux

Conférence internationale pour le retrait immédiat des troupes d'occupation, pour la reconstruction d'un Irak démocratique, en solidarité avec le Congrès des libertés en Irak (IFC)

Tokyo, le 28 janvier 2006

RESOLUTION FINALE

1) L'Irak est toujours sous occupation, après avoir été envahi par la coalition menée par les États-Unis d'Amérique en mars 2003. C'est un crime de guerre, en violation évidente de la charte des Nations Unies.

Les auteurs de guerre, parmi lesquels Bush, Blair, Koizumi et autres, essaient de prolonger l'occupation militaire, de maintenir les gouvernements fantoches qui se succèdent, de voler les ressources pétrolières de l'Irak et de faire des profits sur les contrats de reconstruction. Les élections à « l'assemblée nationale » se sont déroulées décembre 2005 sous le violent contrôle militaire des forces d'occupation, avec une nette augmentation des frappes aériennes. Les forces US, les sectes islamistes et les partis ethniques essaient de mettre en place un pseudo « gouvernement légitime » par des délibérations secrètes entre eux. Rien ne peut justifier un « gouvernement » mis en place par une invasion et sous occupation, et la communauté internationale ne devrait pas l'accepter.

Toutes les forces d'occupation doivent partir, et toutes les bases militaires, y compris états-uniennes, doivent être démantelés, afin que soient garantis les droits de la population irakienne à prendre une décision libre et informée sur le futur système politique.

2) La vie quotidienne et la sécurité des habitants de l'Irak sont dévastées par la violence des forces d'occupation, ainsi que les forces de l'islam politique.

Les assassinats brutaux de civils irakiens, la succession des gouvernements fantoches n'ont fait qu'intensifier les affrontements et les divisions religieuses et ethniques en Irak. Les actions militaires qui sacrifient des civils non-combattants sont impardonnables, qu'elles soient le fait des forces d'occupation ou des islamistes. Quand une force militaire prend pour cible une population civile, c'est une violation des conventions de Genève. Toutes ces actions militaires impliquant des civils irakiens doivent être immédiatement arrêtées.

3) Le Congrès des libertés en Irak (IFC) demande le retrait des troupes d'occupation, s'oppose à la violence de l'Islam politique, afin que la population irakienne puisse jouir de la liberté politique, de la sécurité et des droits de l'être humain.

Nous soutenons l'engagement de l'IFC pour construire une société laïque, libre et démocratique en Irak par la mis en place de centres d'accueil pour les femmes, du centre de protection des droits de l'enfant, le quartier autonome d'al-Tadhamun (Solidarité) qui offre des services sociaux appropriés aux habitants afin qu'ils puissent vivre ensemble, en paix et en sécurité par l'auto-organisation, au-delà des frontières ethniques et religieuses, ainsi que la promotion des droits des travailleurs par l'activité syndicale. Les progrès du Congrès des libertés en Irak (IFC) sont un espoir pour toutes celles et ceux, dans le monde, qui sont contre la guerre et veulent instituer une paix durable.

4) La solidarité internationale est la force qui peut mettre fin à l'occupation, briser le cercle vicieux de la violence en Irak. Les forces de paix doivent, à l'échelle mondiale, faire un effort continu pour mettre fin à l'occupation de l'Irak. Dans chaque partie du monde, la population lutte pour éliminer les bases militaires et toute forme de forces armées de leur pays ou de leur région, ainsi que pour refuser de coopérer avec la guerre. La solidarité internationale du peuple peut saper les fondations de la mécanique de guerre.

5) Nous appelons les forces de paix dans le monde à s'unir et à se joindre aux actions suivantes :

1) Les 18 et 19 mars 2006, pour le 3e anniversaire de la guerre en Irak, et le 24 septembre, à mettre en place des actions internationales coordonnées pour demander la fin de l'occupation en Irak.

- 2) Le 8 mars, journée internationale des femmes, à mettre en place des actions internationales coordonnées en solidarité avec l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak.
- 3) Participer à la première conférence générale annuelle de l'IFC cette année, et à en faire un succès par la solidarité internationale.
- 4) Informer le monde sur les activités de l'IFC et appeler à former des branches de l'IFC ou des comités de solidarité avec l'IFC tout autour du monde, en fonction des situations spécifiques de chaque pays.
- 5) Mettre en place un site international de l'IFC, distribuer l'information largement sur les activités associées à l'IFC, notamment le quartier autonome de al-Tadhamun, le Centre de protection des droits de l'enfant en Irak, l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, la fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak , et d'explorer les possibilités de soutien concret à la base.
- 6) Soutenir le mouvement de l'IFC pour mettre en place un gouvernement laïque, démocratique, égalitaire, non-religieux, non-ethnique en Irak.
- 7) Lancer, à l'échelle internationale, une campagne pour soutenir les déserteurs et les soldats qui refusent d'être envoyés en Irak.
- 8) Mettre en place un mouvement culturel international coordonnée en Irak et dans le monde pour promouvoir la paix à l'échelle locale.

Samir Adil (Congrès des libertés en Irak)

Azad Ahmed (Centre de protection des droits de l'enfant, Irak)

Nada Muaid (organisation pour la liberté des femmes en Irak)

Ali Abbas (Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak)

Joseph Gainza (Unis pour la paix et la justice, USA)

Bill Pelz (Secrétaire international du Parti socialiste, USA)

Bill Weimberg (Ligue internationale des résistants à la guerre, USA)

Nicolas Dessaux (Solidarité Irak, France)

Oh Seichul (Comité préparatoire pour une alliance politique socialiste, Corée du sud)

Woo Changsoo (Conférence est-asiatique contre la guerre, Corée du sud)

Lee Iljae (Comité préparatoire pour une alliance politique socialiste, Corée du sud)

Paul Galang (Mapaladka ka, Parents et enfants contre la guerre et la violence, Philippines)

Nahiriko Ito (professeur émérite de l'université Chuo de Tokyo)

Mitsuo Okamoto (professeur émérite de l'université Shudo de Hiroshima)

Comité de soutien avec la résistance civile en Irak, Japon

Mouvement pour le socialisme démocratique, Japon

Assemblée nationale pour la paix et la démocratie, Japon

28 janvier 2006, Tokyo.

Comment faire pour qu'à l'occupation ne succède pas une autre forme de terreur ?

Texte du discours de Nicolas Desaux, président de Solidarité Irak, lors de la conférence de Yokohama, 30 janvier 2006.

Bonjour,

Je voudrais, avant tout, remercier les participants de cette assemblée, nos camarades japonais de m'avoir invité à y participer, et bien sûr les camarades qui sont venus d'Irak.

Nous avons deux questions à discuter. Comment mettre fin à l'occupation en Irak ? Comment faire pour qu'à l'occupation ne succède pas une autre forme de terreur ?

Pour la tactique à appliquer à l'intérieur de l'Irak, je me contenterais de souhaiter que la tactique de l'IFC soit développée sans relâche. Il faut tenir compte de la situation actuelle, mais aussi explorer plusieurs scénarios possibles : retrait des troupes coalisées, ralliement négocié d'une partie de la résistance au gouvernement pour lutter contre al-Qaeda, guerre civile entre partis sunnites et chiïtes, indépendance du Kurdistan, guerre US coalisée contre la Syrie ou l'Iran... pour ne mentionner que les hypothèses les plus courantes. J'aimerais savoir quelles sont les tactiques préconisées par nos camarades irakiens dans ces différents cas de figure. C'est pourquoi je voudrais parler davantage de ce que nous pouvons faire hors d'Irak.

A l'échelle internationale, notre plan doit être très concret et viser à l'essentiel. Les manifestations peuvent jouer un rôle, surtout dans les pays qui ont des troupes sur place. En France, le vaste mouvement contre la guerre, en mars 2003, s'est rapidement estompé. On pourrait penser que c'est parce qu'il n'y pas de soldats français sur le sol irakien. Mais l'armée française est actuellement présente dans plus de 25 pays, avec plus de 30 000 militaires.

Pourtant, il n'y a pas de manifestations pour dénoncer cette situation. Nous devons donc aller à contre-courant, afin de trouver un second souffle pour cette mobilisation. Plusieurs organisations ont répondu favorablement à notre appel pour organiser ensemble la journée du 18 mars. Mais il y a d'autres points sur lesquels nous pouvons agir, si nous voulons créer un mouvement dynamique, avec des perspectives positives pour les habitants de l'Irak.

1) Le soutien matériel aux mouvements progressistes et sociaux en Irak, et en premier lieu, à l'IFC. Si ces mouvements ne se développent pas, la fin à l'occupation sera la victoire des islamistes et des nationalistes. Pour la population civile, cela voudrait dire qu'à la « république de la peur » baasiste et à l'arbitraire de l'occupation, succéderait une nouvelle terreur réactionnaire.

2) Le soutien aux réfugiés, qui sont des victimes de la guerre. En Europe, de nombreux gouvernements refusent aux Irakiens et aux Afghans le droit d'asile et les renvoient dans leurs pays. Pour ces gouvernements, la guerre est terminée. Soutenir ces réfugiés, c'est donc s'opposer concrètement à la guerre.

3) Le soutien aux déserteurs et aux soldats, principalement américains, qui refusent de partir en Irak. Ces « refuzniks », pour les appeler comme ces soldats israéliens qui refusent l'oppression coloniale en Palestine, risquent la prison. Certains déserteurs américains sont contraints de demander l'asile politique dans d'autres pays. Ils méritent notre soutien et ils jouent un rôle indispensable pour briser le moral des forces d'occupation et les contraindre au retrait.

Comment aller plus loin dans ces trois directions ? Je vais commencer par exposer, de façon brève, la façon dont nous avons procédé en Europe francophone. L'activité principale de Solidarité Irak est la diffusion d'information sur les mouvements féministes et sociaux en Irak. Je voudrais attirer l'attention sur l'importance de ce travail, qui est le préalable indispensable à tout soutien. Les médias traditionnels partagent la conception américaine d'un Irak divisé en ethnies et en religion plutôt qu'en genres et en classes sociales. Les gens, les associations et les organisations ont une vision généralement floue de la situation. Souvent, ils n'imaginent même pas que la population irakienne puisse avoir des aspirations laïques et sociales. Pourquoi soutiendraient-ils des mouvements dont l'existence leur semble improbable ?

Cet été, lors de la rencontre de Zenko, nous avons été nombreux à insister pour que nos camarades irakiens fassent un effort de diffusion de l'information. Nous avons tous pu constater que cet effort obtenait des résultats. Nous pouvons continuer. Que nous faut-il ? A l'intérieur de l'Irak, plus de moyens techniques pour prendre des photos, des vidéos, des ordinateurs et des connexions pour les diffuser en sécurité. A l'extérieur, un site web international multilingue de haute qualité d'information et d'accessibilité, du matériel de diffusion multilingue et un soutien en matière de formation aux techniques des médias pour nos camarades irakiens. L'information est l'une de nos armes. Ensemble, nous avons les moyens de l'employer avec efficacité si nous sommes coordonnés internationalement.

C'est une proposition que je soumets à la discussion.

Un autre aspect important, c'est le soutien matériel. Je dois dire que nous avons été déçus, sans être vraiment surpris de constater que les mouvements de gauche préféraient souvent le soutien moral au soutien matériel, comme si la lutte sociale n'était faite que de phrases. Il y a tout de même d'heureuses exceptions, que je tiens à remercier. C'est ce constat qui a amené un groupe d'activistes à développer une nouvelle initiative dans le domaine de la solidarité internationale. C'est l'association « Nisaba », qui vient d'être créée en France. Son objectif est de soutenir l'égalité entre femmes et hommes en Irak. Concrètement, Nisaba va rechercher des financements afin de soutenir les centres d'accueil pour les femmes menacées de meurtres d'honneur créés par l'OWFI. Dans un second temps, nous envisageons un projet similaire pour soutenir le « Centre de défense des droits de l'enfant ». Sur ces projets concrets, une coopération internationale est souhaitable.

Pour le soutien aux réfugiés, nous ne sommes pas très avancés, malgré le grand nombre d'Irakiens qui viennent en France. Nous entretenons de bonnes relations avec les associations spécialisées et nous soutenons leurs initiatives. Nous diffusons les appels de la « Fédération Internationale des Réfugiés Irakiens », dont je voudrais souligner l'importance. Mais, dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons pas aller aussi loin que nous le voudrions.

En ce qui concerne les déserteurs et « refuzniks », c'est à nos amis américains, je crois, de proposer des pistes et d'indiquer les besoins en matière de soutien. Mais ils doivent savoir qu'ils peuvent compter sur l'ensemble d'entre nous. Ceux qui résident dans des pays qui ne participent pas au conflit ont un rôle essentiel dans ce soutien.

Nous sommes favorables à la mise en place d'une coordination mondiale pour notre mouvement contre l'occupation et en soutien aux mouvements progressistes en Irak. En effet, il existe déjà des associations dans plusieurs pays. Dans plusieurs autres pays, des contacts positifs ont été créés, par exemple en Belgique, au Maroc, au Portugal ou en Suisse. Au-delà des associations qui luttent dans les domaines de la paix, de la laïcité, du féminisme, du syndicalisme, il est possible d'associer celles qui s'intéressent à l'environnement, au développement durable, à la culture. Ce sont des questions sociales importantes

pour la reconstruction de la société civile en Irak. Une telle coordination permettrait de donner des objectifs communs, de mutualiser des moyens, d'échanger nos expériences et d'aider à l'émergence de nouvelles associations.

Notre objectif, c'est de lier la lutte contre l'occupation, la lutte contre le terrorisme et le mouvement progressiste, c'est-à-dire les luttes féministes et sociales en Irak. Pour cela, nous pensons que l'IFC et les organisations qui le composent jouent un rôle déterminant, en tant qu'expression du mouvement social, pas le contraire. C'est parce qu'il existe une base sociale, des luttes sociales, que l'IFC est possible en Irak. C'est pour cette raison qu'il est important de soutenir l'IFC.

Cette fois encore, je voudrais conclure en espérant qu'ensemble, nous avons fait un pas de plus vers un monde sans guerres, sans frontières et sans oppression. Merci, merci à vous, et bien sûr, merci à Atsuko Mimemoto pour sa traduction.

Comment combattre l'occupation en Irak ?

Où en est, aujourd'hui, le mouvement contre l'occupation en Irak ?

En mars 2003, le vaste mouvement qui, face aux premiers bombardements, a rassemblé des millions de personnes manifestant dans le monde entier, accompagné de grèves lycéennes. Il a été accompagné de grèves étudiantes et, de manière plus marginale, de blocages de trains et d'avions militaires ou d'autres formes d'action directe. Ces formes d'action qui pouvaient avoir un impact concret sur le cours des choses, comme les blocages des convoiements de matériel militaire en Belgique ou en Allemagne, n'avaient elles-mêmes qu'une dimension symbolique, tant qu'elles n'étaient pas employées à une échelle massive. On peut facilement ironiser a posteriori sur la naïveté qu'il pouvait y avoir à croire que les manifestations de rue, les appels et les protestations symboliques allaient faire fléchir la machine de guerre américaine, mais l'importance du mouvement, la rapidité avec laquelle il a surgi n'en est pas moins frappante - autant que celle avec laquelle il est retombé.

En effet, une fois les bombes lâchées sur la population irakienne, les forces coalisées entrées dans Bagdad, il semblait pour beaucoup que l'après-guerre avait déjà commencé, qu'il n'y avait plus grand-chose à faire. Face au fait accompli, le mouvement s'est dégonflé à la manière d'un soufflé. La plupart des collectifs anti-guerre, constitués à la hâte, se sont vidés de leurs membres, ou au moins, ont perdu leur capacité de mobilisation.

Deux ans plus tard, il est, dans de nombreux pays, atone, dévitalisé, comme si la guerre n'était pas en train de se poursuivre sous une autre forme - avec plus de 100 000 victimes selon les sources médicales - qui viennent s'ajouter à toutes celles des années d'embargo. Tout se passe comme si, dès lors que Bush Jr. a déclaré que la guerre était finie, il n'y avait plus qu'à rentrer chez soi et attendre la prochaine. Dans les pays qui ont envoyé des troupes en Irak, la situation est bien sûr un peu différente, parce que la guerre prend une réalité plus concrète, celle des cadavres de jeunes gens qui reviennent au pays...

Mais comment expliquer ce phénomène ?

Il y a sans doute de nombreuses causes, qui expliquent l'évolution du mouvement contre la guerre différemment dans chaque pays. Mais on peut proposer quelques pistes importantes. La première, c'est que le mouvement s'est presque partout appuyé, pour se structurer, sur les mêmes réseaux que le mouvement altermondialiste, dont on évoque aujourd'hui la crise. Il souffrait surtout des mêmes ambiguïtés : une analyse inaboutie du capitalisme, sans référence claire à l'exploitation et à la lutte des classes, une juxtaposition de thèmes mondialistes et souverainistes, une mystique des grands rassemblement au dépend de l'action directe. Mais dans la durée, ces questions auraient sans doute pu être dépassées.

La seconde piste, plus ou moins liée à la première, réside dans les ambiguïtés du mouvement lui-même, sur la nature du régime de Saddam Hussein et sur celle de ses adversaires. Le régime baasiste lui-même a pu instrumentaliser en partie la mobilisation à son profit, en détournant par exemple les courageux boucliers humains de la protection des personnes civiles vers celle des sites stratégiques. Et dans les manifestations, l'anti-américanisme a été souvent un moteur plus puissant que l'antimilitarisme, favorisant des alliances surprenantes, comme l'accueil fait aux islamistes - tout particulièrement en Angleterre. Bien sûr, ces courants ont le droit de manifester, mais était-il nécessaire de les associer à l'organisation même du mouvement ?

Troisième piste enfin, la crise du militantisme dans les pays occidentaux. Bien sûr, il existe une multitude d'associations, d'organisations, de réseaux et de causes et tout autant de personnes dévouées pour les animer. Mais la capacité de mobilisation en profondeur, dans la durée, et plus encore, la capacité à aller au-delà de ses appréhensions, à prendre des risques, à se donner des objectifs ambitieux, est pour le moins limitée. Le regard à peine indulgent de la gauche moyen-orientale à l'égard des mouvements occidentaux n'est sans doute pas immérité. Cette faiblesse, ce manque de souffle qui n'est pas propre à telle ou telle composante du militantisme, explique sans doute en partie aussi la difficulté à faire exister le mouvement au delà de quelques mois. Il ne tient qu'à nous d'y remédier.

Quel rôle a joué l'évolution de la situation en Irak sur ce mouvement ?

La guerre a rapidement pris une autre forme, plus insidieuse que les bombardements, celle de l'occupation militaire et du « nation building », selon le concept en vogue au Pentagone, c'est-à-dire la constitution d'un régime post-colonial adapté aux besoins de la diplomatie américaine. L'espoir ne pouvait donc venir que de l'intérieur de l'Irak.

Or, l'attitude initiale de la population irakienne a déconcerté celles et ceux qui s'attendaient à un rejet massif et immédiat de l'occupation. Soulagée de la chute du régime fasciste de Saddam Hussein, avec son parti unique, son culte de la personnalité, ses exécutions publiques et ses milliers de mouchards, préoccupée par les questions immédiates de logement, de santé, d'emploi, la population avait observée ses « libérateurs » autoproclamés avec un mélange de méfiance et d'aspirations. Une large partie de la jeunesse aspirait à un mode de vie moderne, dont les américains étaient supposés être porteurs. De plus, la majeure partie des forces politiques avait approuvé la guerre, à commencer par le Parti communiste d'Irak et les partis nationalistes Kurdes, qui avaient jadis la sympathie de la gauche occidentale. Rien de tout cela ne correspondait vraiment à l'image d'Epinal d'un peuple soulevé contre l'envahisseur, fier de ses valeurs et radicalement opposé à l'américan way of life - telle qu'elle pouvait exister dans le mouvement anti-guerre.

Malgré cela, peu à peu, la réalité de l'occupation a commencé à se faire sentir. La peur et le mépris que les irakiens inspirent aux GI's, la violence dont ils font preuve, les affrontements quotidiens avec la guérilla au cœur des villes, les attentats, qui ont fait plus de victimes civiles que militaires, faisant de la seule présence de soldats américains dans une rue un danger de mort, tout cela a contribué à déciller celles et ceux qui pouvaient avoir des illusions. La politique menée par un conseil provisoire de gouvernement sans assise réelle dans la population, son soutien avoué à la mise en place de la charia, le durcissement de la situation économique et sociale, le rapide retour des cadres baasistes dans les entreprises et dans l'armée - malgré des grèves expressément dirigées contre eux - ont également contribué à transformer la méfiance en une hostilité à laquelle la révélation des tortures pratiquées à Abu Ghraib a servi de révélateur.

Justement, est-ce que la montée en puissance de la résistance armée n'a pas changé les choses ?

L'émergence progressive de la résistance militaire pouvait donc servir de point de rebond pour le mouvement contre l'occupation. Elle était susceptible de redonner l'espoir, de rappeler les grands mouvements contre la guerre en Algérie ou au Vietnam, de donner vérité à la formule selon laquelle l'Irak serait le Vietnam de la dynastie Bush.

Ce nouvel espoir fut également déçu : apparue très tôt, disposant de moyens militaires et financiers surdimensionnés, sans unité apparente malgré quelques effets d'annonces, la résistance irakienne s'est révélée rapidement dominée par les troupes d'élites du régime baasiste (gardes républicains, Feyadin Saddam) imprégnée de l'idéologie islamo-nationaliste des dernières années du régime, talonnés par

quelques mouvements nationalistes de gauche (Parti communiste - cadres de base, nassériens, ...) sans réelle autonomie, et par des mouvements authentiquement islamistes. Le fait que ses formes d'actions étant parfois difficiles à distinguer de celles des mouvements terroristes (comme celui de Zarkawi) et des gangs mafieux, et les actions les plus odieuses commises sous couvert de « résistance », comme la décapitation de travailleurs immigrés, ont rapidement mis fin à la sympathie initiale dont elle pouvait bénéficier, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Quand au mouvement d'al-Sadr', qui semblait prendre la forme d'un action de masse plutôt que du terrorisme, son contenu politique ouvertement réactionnaire tout comme sa rapide soumission à l'occupant, chèrement négociée, lui ont ôté toute crédibilité. Même s'il conserve une importante capacité de mobilisation, son action est essentiellement liée aux intérêts diplomatiques de la République islamique d'Iran.

Quelle que soit l'appréciation qu'on peut avoir aujourd'hui, à la lumière de ce qu'elles sont devenues, la résistance algérienne ou vietnamienne se présentaient comme progressistes et suscitaient l'espoir de personnes qui se considéraient également comme progressistes. Elles prétendaient, au moins formellement, défendre les travailleurs, libérer les femmes, moderniser la société ; c'était également l'opinion sincère d'une majeure partie de leurs membres et de leurs partisans en France ou aux USA. Ce n'est pas le cas de la résistance irakienne, des mouvements qui s'expriment en son nom : leur programme social est ouvertement réactionnaire. Bien sûr, il y a sans doute ça et là dans la résistance des mouvements sympathiques, des personnes respectables, que la situation réelle de l'occupation amène à choisir la lutte armée. Mais, même celles et ceux qui soutiennent en principe cette résistance là sont bien incapable de la nommer, de l'identifier et de lui apporter le soutien qu'elle mérite.

En outre, de nombreux courants « critiques » pensent en réalité l'Irak dans les mêmes termes que l'administration US : une population divisée en ethnies et en sectes, dans lequel la religion et la tribu tiendraient une place primordiale dans la vie des gens. Or, il suffit de discuter avec quelques irakiens, même absolument rétifs à toute forme de politisation, pour comprendre que la réalité est à la fois plus complexe et plus nuancée que cela. Le refus de l'ethnicité et l'esprit laïques sont bien plus courants qu'on ne l'imagine.

Or, dans la grande presse comme dans l'esprit de la population, la résistance à l'occupation est assimilée à ces mouvements réactionnaires, qui ne peuvent susciter la sympathie. Pour l'opinion publique, la situation irakienne est devenue confuse et sans issue. C'est cet état d'esprit que nous devons transformer, en montrant l'existence d'alternative crédibles. Le mouvement contre les bombardements en 2003 s'adressait au gouvernement américain. Maintenant, il nous faut nous adresser directement à la société irakienne, sur les forces sociales qui y agissent réellement. C'est le choix qu'on fait des associations comme Solidarité Irak, Iraqi workers solidarity group en Grande-Bretagne et en Australie, ou encore le très actif Comité de soutien au front civil irakien au Japon.

Mais, est-ce suffisant pour lutter contre l'occupation en Irak ?

Il nous faut mener de front plusieurs tâches. En Irak, les forces progressistes opposées à l'occupation se regroupent et se structurent, avec la récente constitution du Congrès des libertés en Irak. Elles ont une expérience politique et militaire réelle, en raison du rôle joué par nombre de ses leaders lors de l'insurrection de 1991. Leurs moyens militaires limités, leurs permettent tout de même d'organiser quelques « zones libérées » dans des quartiers populaires de Bagdad où l'armée américaine ne s'aventure pas. Mais elles peuvent s'appuyer sur un réel ancrage dans les camps de réfugiés, parmi les chômeurs et chômeuses, dans les usines qui fonctionnent encore. Elles y mènent une propagande sans relâche contre l'occupation et contre le gouvernement. Tous les indicateurs montrent que leur influence en Irak est

croissante, et la récente révolte des étudiants de Bassora contre les exactions des partisans d'al-Sadr montrent que les forces progressistes sont parfaitement capables de tenir tête à leurs adversaires. Notre rôle, en tant que réseau de soutien international, est de les soutenir matériellement et financièrement.

Mais il ne peut naturellement se limiter à cela. Dans les pays qui maintiennent des troupes en Irak qui, outre les États-Unis, incluent notamment plusieurs pays de l'Union européenne (la république Tchèque, le Danemark, la Lituanie, la Pologne, le Royaume-Uni, plus l'Italie qui a prévu de les retirer), la tâche principale est d'affronter le gouvernement pour obtenir le retrait, bloquer les transports de troupes ou de matériel militaire, et de soutenir les familles de militaires opposées à l'occupation. Dans les autres pays, même si cette dimension n'est pas absente, il est possible de développer d'autres tâches, particulièrement le soutien aux déserteurs et déserteuses, qui sont de plus en plus nombreux, dont certains ont demandé l'asile politique au Canada. Nous devons saper les forces de la coalition, les placer dans une situation morale telle qu'elles ne puissent faire autrement que de se retirer.

Ces deux axes sont complémentaires. Si le départ des troupes de la coalition américaine avait pour seul résultat l'imposition d'un régime d'apartheid sexuel à l'Irانيenne - encore que le gouvernement actuel ne soit pas insensible à cette idée - la population irakienne n'aura pas vraiment gagné au change. Il n'y a donc pas d'autres solution que de lutter pour obtenir le départ des troupes et de soutenir les mouvements féministes et sociaux, si l'on veut réellement combattre l'occupation en Irak. C'est sur cette base que le mouvement peu trouver un rebond et un véritable sens.

Nicolas Dessaux

(publié dans *Courant Alternatif* de décembre 2005)



Nicolas Dessaux : "créer les conditions pour que les déserteurs puissent vivre en sécurité partout dans le monde"

Interview par le Mouvement pour le socialisme démocratique (MDS), organisation d'extrême gauche japonaise.

Le soutien au Congrès des libertés en Irak IFC trouve un écho en France :

Interview de Nicolas Dessaux, président de Solidarité Irak

La solidarité pour la résistance civile en Irak est en train de s'étendre en Europe et en Amérique. Nicolas de Solidarité Irak (France) a participé à l'Assemblée de Zenko. Nous l'avons interviewé sur les actions en France.

Ni forces d'occupation, ni milices islamistes

MDS : Quelle est la situation actuelle en France du mouvement contre l'occupation de l'Irak ?

Aujourd'hui, la grande vague du mouvement est passée. Peu après le début de l'occupation, en France, il y a eu la grande grève des enseignants, et le mouvement contre la réforme des retraites, qui ont duré un mois et demi. L'ensemble des forces de gauche s'est mobilisé. Entre-temps, le mouvement contre la guerre en Irak était passé à l'arrière-plan.

Si nous souhaitons réellement aider les irakiens, ce qu'on doit faire, c'est appeler à soutenir les progressistes en Irak, comme le Congrès des libertés en Irak (IFC), plutôt que d'organiser des grandes manifestations comme il y a eu en 2003. L'effet de ces activités ne sera pas forcément spectaculaire ni rapide, mais je pense que c'est très important. Par exemple, le mouvement contre la guerre au Viêt-Nam a mis sept ans à devenir véritablement important.

Le problème, c'est que les gens pensent que l'Irak est devenu un tel borbier qu'on ne peut rien faire, parce qu'ils ne voient que les forces d'occupation et les milices islamistes. Ce qui est essentiel, c'est que les gens découvrent l'existence du troisième camp et que nous ayons des perspectives claires. Notre travail et notre engagement sont bien là.

MDS : Comment as-tu commencé à soutenir les progressistes en Irak ?

J'étais militant d'un groupe contre la guerre, dans la ville où j'habite, quand j'ai entendu parler des luttes progressistes en Irak. Les luttes sociales et féministes ont été les deux sujets qui ont retenu notre attention. Quand j'ai connu l'existence du syndicat des chômeurs en Irak, j'ai proposé à quelques amis de lancer un comité de soutien. Je suis allé à Londres avec deux autres amis, on y a rencontré Dashty Jamal, qui s'occupait des réfugiés irakiens. C'est lui qui nous a fait connaître les autres organisations progressistes.

On a tout de suite vu que nous nous accordons sur les mêmes principes, même si nous venions d'horizons différents, pour la défense des droits des femmes et des travailleurs, contre le nationalisme et le capitalisme.

Nous avons d'abord commencé par traduire, pour transmettre des informations correctes, les communiqués des organisations irakiens et les textes de Mansoor Hekmat. C'est comme ça que nous avons créé le site internet de Solidarité Irak, qui est renouvelé tous les deux jours en moyenne.

Il n'y a plus aucun journaliste français en Irak aujourd'hui. La dernière journaliste qui restait a été

renvoyée pour « mesures de sécurité ». Au fur et à mesure que nos informations ont commencé à être diffusées, les organisations qui étaient intéressées par nos informations ont commencé à soutenir ces luttes féministes et sociales en Irak. Lentement, mais sûrement, cela porte ses fruits.

Mettre en place le soutien aux déserteurs

MDS : Quelles sont les réactions des français sur la résistance civile ?

Les Français utilisent le mot la « résistance » avec respect. A travers ce mot, nous évoquons les gens qui ont lutté contre le Nazisme entre 1939 et 1945. La résistance doit avoir des objectifs sociaux clairs. Elle ne doit pas commettre de meurtres aveugles de civils ou même d'enfants. Certains partis, comme celui de Moqtada Al-Sadr, utilisent aussi ce mot, mais ils cherchent à enfermer les femmes dans leurs maisons, à opprimer les syndicats et à créer un nouveau nationalisme. Ça ne s'appelle pas résistance mais fascisme.

Ce qu'on appelle « la résistance armée » en Irak, a été préparée par les dirigeants baasistes, qui possèdent des explosifs et des armes en quantité industrielle. Ce n'est pas du tout pareil que la résistance française durant la seconde Guerre mondiale, qui disposait de très peu d'armes au départ. Lorsque ce gang baasiste, qui a assassiné les Kurdes avec des gaz de combat, parle de résistance aujourd'hui, ça ne veut rien dire.

Au début, certains ont cru qu'il fallait appuyer toute les forces de résistance, mais ils ont commencé à se rendre compte, en visitant notre site internet, qu'il y existait quelque chose différent, et qu'ils devaient choisir leur camp.

Quelles sont les activités de Solidarité Irak ?

L'essentiel de notre travail est d'agir auprès de syndicats et d'organisations pour gagner leur soutien auprès des mouvements comme le Syndicat des chômeurs et l'OLFI. Nous voulons que les gens se souviennent du mouvement en 2003 contre la guerre en Irak et qu'ils poursuivent leur engagement par le soutien aux luttes progressistes en Irak.

A notre niveau, nous soutenons aussi les réfugiés irakiens en France. Les réfugiés sont obligés de vivre dans des conditions difficiles, comme être sans logement. La police passe son temps à les pourchasser. Nous sommes entrés en contact avec plusieurs associations qui soutiennent les réfugiés, et nous essayons de leur apporter de l'aide. Nous allons organiser un meeting avec Dashty Jamal à Calais, pour que les réfugiés puisse le rencontrer. Dans cette ville, à cause de la répression policière, les réfugiés survivent dans les bois aux alentours de Calais.

Nous envisageons également de mettre en place un soutien pour les déserteurs. Certains déserteurs américains qui risquent d'être arrêtés ou même d'être exécutés vivent comme réfugiés politiques au Canada. Il est important que les pacifistes les soutiennent. Parce que si la désertion devient un phénomène massif, les forces d'occupation commenceront à s'effondrer de l'intérieur et cela obligera les gouvernements à retirer leurs troupes. Il faut créer les conditions pour que les déserteurs puissent vivre en sécurité partout dans le monde, et qu'ils le sachent. Les soldats japonais qui souhaitent désertir seront bienvenus en France !

MDS : Quelles sont vos impressions sur cette Assemblée de Zenko ?

Je suis très honoré d'avoir été invité à cette rencontre. Je suis convaincu de la nécessité de travailler

ensemble au niveau mondial. A cette Assemblée, j'ai entendu des choses importantes. Je voudrai que ce soit une base pour l'étape suivante, que nous puissions travailler ensemble autant que possible. Je voudrai surtout que ce soit un signe positif pour créer d'autres comités dans les pays où les gens ne connaissent pas encore le Congrès des libertés en Irak (IFC). La solidarité internationale est essentielle pour cela.

MDS : Quel est votre message pour les camarades japonais ?

Nous n'avons pas choisi les forces d'occupation, ni les armées islamistes. Mais nous devons être fiers d'avoir choisi le camp des luttes sociales et féministes pour la liberté et la paix en Irak. A présent, la mondialisation du capitalisme et ses guerres sont au premier plan, mais nous devons continuer à bâtir la mondialisation de la paix, de la liberté et de l'égalité.



Rassemblement devant la zone verte US à Bagdad (2004)

Entretien avec Bill Weinberg

(mars 2006)

Bill Weinberg est un journaliste et militant pacifiste américain. Il participe à la fondation de l'Organisation nationale pour les luttes libératrices en Irak (NO-IFS). Il répond aux questions de Nicolas Dessaux.

ND : Bonjour Bill. Peux tu m'expliquer comment tu as rencontré la résistance civile irakienne ?

BW : A travers le travail d'un groupe local, Solidarité avec l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak (SOWFI), qui a invité Yanar Mohammed, de l'Olf, et d'autres membres de la résistance civile pour une série de meetings ici, à New-York. L'un des dirigeants de SOWFI est Mahmood Ketbachi, un militant en exil du Parti communiste-ouvrier d'Irak, l'organisation sœur du Parti communiste-ouvrier d'Irak. J'ai interviewé Yanar et quelques autres, dont Khaya Ibrahim de l'Olf, Samir Noor du PCO d'Irak, et Issam Shukri, du Syndicat des chômeurs (1), dans mon émission radio hebdomadaire sur WBAI FM, et mis en ligne les transcriptions sur mon journal, World war 4 report (« rapports sur la 4e guerre mondiale »).

ND : Est-ce que l'existence de cette résistance civile est connue aux USA, au moins dans le mouvement anti-guerre ?

BW : Malheureusement, pas du tout. Et il y a un manque frustrant d'intérêt de la part des forces anti-guerre ici aux USA. Mais on a bon espoir de changer ça.

ND : Comment est-ce que tu t'es impliqué dans le soutien à la résistance civile irakienne ?

BW : Le mouvement anti-guerre ne peut avoir aucune efficacité s'il ne va pas dans la même direction que les progressistes irakiens. C'est une responsabilité fondamentale de la solidarité humaine, ainsi qu'une nécessité tactique pour notre mouvement.

ND : Comment avez-vous créé l'Organisation nationale pour les luttes libératrices en Irak (NO-IFS) ?

NO-IFS est encore à son stade embryonnaire. Les fondateurs, outre moi-même, sont des camarades du comité News & Letters (marxiste-humaniste) (2) et d'un groupe d'éducation alternative, la Nouvelle école pour une éducation pluraliste anti-capitaliste. (New space). Je voudrais insister sur le fait que NO-IFS est une organisation strictement non-sectaire. Je ne suis pas, pour ma part, membre du groupe News & Letters, et je suis plutôt un anarchiste qu'un marxiste.

ND : A quelle sorte de réaction vous attendez vous de la part de la gauche US et du mouvement anti-guerre ? Quels sont les premiers liens que vous avez créés ?

BW : Nous essayons de gagner le soutien d'autres activists, et nous allons alors nous déclarer publiquement. C'est une question de semaines, je pense. On peut espérer gagner des membres au sein de Unis pour la paix et la justice (United for peace and justice) (3). Bien que nous soyons critiques sur cette coalition, nous pensons qu'il est possible de la faire aller dans la bonne direction en y participant.

ND : Comment est perçue la question de la laïcité en Irak, du point de vue US ?

BW : Malheureusement, aussi bien les médias classiques que « alternatifs » ici aux USA dressent un portrait de la situation irakienne comme une simple lutte entre les USA et les fondamentalistes islamiques. Il n'y a presque aucune conscience de l'existence de forces laïques anti-impérialistes en Irak.

La conception popularisée par la presse classique, c'est que les USA défendent la laïcité, en dépit du fait

qu'ils sont clairement de connivence avec les islamistes. De leur côté, les forces anti-guerre, soient glorifient les jihadistes comme une « résistance », soit ignorent complètement la question en considérant qu'ils n'ont pas d'autre responsabilité que de demander le retrait des USA. Pour ma part, je considère cette position comme un trahison envers les irakiens, puisque ce sont les actions de notre gouvernement qui ont déstabilisé le pays et permis aux jihadistes de passer à l'action.

ND : Quel est votre plan pour gagner du soutien aux USA ?

Pour commencer nous allons organiser une série de forums. Le 21 mars, Houzan Mahmoud sera à New York pour présenter le Congrès des libertés en Irak). Et le 6 avril, je vais faire une présentation de la vidéo du Mouvement pour le socialisme démocratique (4) « Un pas en avant pour le Congrès des libertés en Irak ! ».

Notes :

(1) Issam Shukri a, depuis cette interview, formé sa propre organisation, le Parti communiste ouvrier de gauche en Irak, suite à des désaccords tactiques.

(2) Le marxisme-humaniste est un courant issu d'une critique de gauche du trotskisme, sous l'impulsion de Raya Dunayevskaya.

(3) Principale coalition contre la guerre aux USA.

(4) Parti marxiste au Japon, très impliqué dans le mouvement pacifiste et membre du Congrès des libertés en Irak. Plusieurs militants de ce parti sont allés récemment en Irak tourner une vidéo sur la situation du mouvement progressiste.

USA :

Déclaration de principe de l'organisation nationale pour les luttes libératrices en Irak (NO-IFS)

Février 2006. Traduit de l'anglais par Nicolas Dessaux en avril 2006. Voir le site <http://www.no-ifs.org/>.

L'organisation nationale pour les luttes libératrices en Irak (en anglais NO-IFS) est une coalition de particuliers qui se sont rassemblés pour s'opposer à la guerre en Irak en soutenant les mouvements laïcs, démocratiques et progressistes qui se battent contre l'occupation et contre les politiques islamistes et baasistes. Nous sommes une présence organisée au sein du mouvement américain contre la guerre et nous avons pour base les principes suivants :

1. Nous reconnaissons l'atrocité dans laquelle vit le peuple irakien due à son histoire récente tel que la dictature, les guerres, les sanctions économiques et actuellement l'occupation des troupes étrangères qui s'accompagne de massacres aveugles et de tortures systématiques. La présence de ces troupes ont encouragé les mouvements réactionnaires indigènes qui ont pour cible la plupart du temps les femmes, les syndicalistes et les civils innocents. Le peuple irakien ne pourra pas être libre tant que des armées étrangères occuperont sa terre. Nous demandons donc le retrait immédiat des troupes américaines et de leurs bases et la fin du « processus démocratique » qui est aussi une forme de l'occupation. Nous pensons aussi qu'il est nécessaire d'empêcher la « prochaine guerre » avant qu'elle n'ait lieu. A ces fins nous informerons les américains pour qu'ils comprennent les causes des continuelles interventions américaines outre-mer.

2. Nous reconnaissons la régulière et accablante montée de l'opposition des irakiens à l'occupation mais aussi les importantes divisions au sein de l'opposition. Cependant nous ne soutenons pas la « résistance » en tant que telle. Nous nous opposons catégoriquement à toutes les formes de soutien au politique islamiste et baasiste. Nous rejetons toutes les thèses selon lesquelles les personnes qui ne font pas partie du monde occidental n'ont pas le même droit à la liberté après l'oppression étrangère et celle des forces réactionnaires indigènes.

3. Nous soutenons les luttes laïques, démocratiques et progressistes pour la liberté, les femmes irakiennes, les travailleurs et les jeunes qui ont créé des organisations sur place, ceux qui se battent pour les droits de la femme, des travailleurs, des minorités nationales et les personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles. Nous condamnons tant l'occupation que les actes terroristes. Ces luttes sont les exemples d'une longue et riche histoire des mouvements de la masse populaire pour l'auto émancipation ; beaucoup de ces mouvements laïques, féministes et multi ethnismes sont antérieurs à la dictature baasiste et bien que ces groupes sont petits, faibles et marginalisés il ne faut pas les négliger. Bien au contraire c'est justement la raison pour laquelle nous devons leur accorder notre soutien en priorité.

4. Nous affirmons que le mouvement contre la guerre a dans sa totalité adopté cette approche pour mettre fin à la guerre et à l'occupation : un soutien actif aux mouvements laïcs, démocratiques et progressistes qui sont contre l'occupation américaine et contre les forces réactionnaires indigènes. Ce type de solidarité est le moyen principal de construire et de soutenir les mouvements ici. C'est en défendant sans concessions les principes de la liberté des hommes et de le droit des peuples à se battre pour la liberté et non pas en soutenant explicitement ou tacitement un « moindre mal » que le mouvement contre la guerre et les autres mouvements prendront de l'ampleur.

